

L'orgie libérale, l'anorexie démocratique

Jamais dans le pays autant de réformes néolibérales n'ont été menées de front et à un rythme aussi effréné. Jamais non plus le souci de concertation n'a été aussi faible. Et la raison, la voici : en la personne d'Emmanuel Macron, c'est l'oligarchie de Bercy qui a pris le pouvoir, et celle-ci s'accommode fort bien des institutions autoritaires de la V^e République.



Les adversaires d'Emmanuel Macron comme ses partisans peuvent sans doute s'accorder au moins sur un constat : dans la conduite de la politique économique et sociale, ce quinquennat marque une rupture, sinon dans le cap suivi – depuis trois décennies, il n'a guère changé –, du moins dans la cadence effrénée des réformes mises en œuvre. Et cette orgie libérale à laquelle on assiste, cette folle farandole de réformes dans laquelle le chef de l'État veut entraîner le pays, en dit long sur Emmanuel Macron lui-même, sur les forces sociales dont il est le porte-drapeau et aussi sur la conception oligarchique, et pour tout dire

assez peu démocratique, qu'il a de la vie publique.

Une orgie libérale !... De fait, on ne trouve guère d'autres mots pour qualifier l'in vraisemblable frénésie de réformes qui a saisi le gouvernement, sur instructions d'Emmanuel Macron. Une orgie sans précédent ! Si la gauche et la droite ont au fil des ans conduit des politiques économiques de plus en plus similaires, au point de se confondre, si le néolibéralisme est devenu progressivement le cap des deux camps, il reste que durant ces dernières années, on a souvent vu des gouvernements, de tous les bords, avancer à pas comptés. Pas seulement parce qu'ils avaient peur de la rue, mais aussi, parfois, parce qu'ils voulaient consulter le pays...

Que l'on se souvienne du gouvernement d'Alain Juppé. Il a suffi qu'il engage à l'hiver 1995 trois réformes en même temps – celle de la SNCF, celle des régimes spéciaux de retraite et celle de l'assurance maladie –, pour qu'aussitôt on lui fasse grief d'être "*droit dans ses bottes*", comme il l'avait lui-même dit, et de vouloir faire violence au pays, sans prendre le temps de l'écouter. C'est l'image, depuis, que traîne derrière lui l'ancien premier ministre : pour avoir commis ces fautes, il a déclenché l'un des plus graves conflits sociaux qui ait paralysé la France depuis la grève générale de 1968. Que devrait-on donc dire, par comparaison, aujourd'hui d'Emmanuel Macron, qui n'engage pas trois réformes en même temps, mais dix, quinze, sinon plus (nous essaierons bientôt d'en faire le décompte) ?

Que l'on se souvienne aussi de la méthode de Nicolas Sarkozy, quand il accède en 2007 à l'Élysée. Au début, c'est sous le signe de la "*rupture*" qu'il veut inscrire son action, pour se distinguer de Jacques Chirac, réputé versatile ou indécis, pour tout dire beaucoup plus radical-socialiste que gaulliste. Et pour donner corps à cette "*rupture*", Nicolas Sarkozy installe Jacques Attali à la tête d'une commission "*pour la libération de la croissance française*" – dont Emmanuel Macron est le rapporteur. Laquelle commission, dès janvier 2008, lui fait 316 propositions, toutes plus libérales les unes que les autres, pour soumettre la France à une purge de déréglementation. Mais avant même que ce rapport ne voie le jour, la grande crise financière a commencé à faire sentir ses effets. Et

Nicolas Sarkozy fait le choix de jeter à la poubelle le brûlot de Jacques Attali et d'Emmanuel Macron, dont la thérapie de choc n'est plus adaptée, selon lui, à l'époque de tourmente dans laquelle la planète est aspirée.

Que l'on se souvienne enfin du quinquennat de François Hollande. Reniant sans la moindre gêne tous ses engagements de campagne, conduisant la politique néolibérale voulue par les milieux d'affaires, le chef de l'État pousse son camp vers le naufrage que l'on sait. Mais en de brefs instants, comme s'il avait d'ultimes remords à conduire une politique encore plus réactionnaire que celle de Nicolas Sarkozy, il s'applique à faire des efforts de communication, pour habiller sa politique avec des mots qui ne sont pas ceux de la droite.

Ainsi cherche-t-il à faire croire que l'Accord national interprofessionnel (ANI) conclu sous sa pression le 11 janvier 2013 entre le patronat et quelques partenaires sociaux est un accord de flexi-sécurité, échangeant une flexibilité accrue pour les employeurs contre de nouveaux acquis octroyés aux salariés. Cela n'est certes qu'un marché de dupes : à la manière de la recette du pâté d'alouette, les mesures massives de flexibilité sont en fait contrebalancées par des mesurette insignifiantes.

Et puis cet effort d'habillage ne dure pas longtemps : dès les mois suivants, il est de plus en plus clair que François Hollande conduit non pas une politique sociale-libérale mais une véritable politique néolibérale, offrant d'immenses cadeaux aux milieux d'affaires et aux plus fortunés, et demandant sans cesse de nouveaux sacrifices au monde du travail.

Or, par contraste, on se rend bien compte qu'Emmanuel Macron n'a pas les prudences de ses prédécesseurs. Il va dans le même sens qu'eux, mais il veut aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite. Il veut tout faire, tout de suite, au pas de charge. Emmanuel Macron est un homme pressé ; et cela se voit dans chacune de ses actions.

Que l'on observe, en effet, les réformes engagées depuis mai dernier, ou celles qui sont annoncées pour les mois prochains. Elles sont si nombreuses, et toutes politiquement si sensibles, qu'elles en donnent le tournis. C'est, en somme, un quinquennat désinhibé qui commence : il faut frapper dur ; il faut frapper fort ; il faut frapper à coups redoublés, sans jamais se préoccuper des chocs en retour que cela pourrait susciter. Rien à voir non plus avec un Michel Rocard, qui recommandait dans le cas du système des retraites d'établir un "*diagnostic partagé*" préalablement à toute réforme, faut de quoi cette réforme pourrait faire exploser plusieurs gouvernements : Emmanuel Macron n'est vraiment pas homme à tergiverser de la sorte...

Depuis l'alternance, cela a donc été une avalanche ininterrompue de réformes. Il y a d'abord eu la mère de toutes les batailles pour Emmanuel Macron, et pour le patronat : la démolition de pans entiers du code du travail, par le biais autoritaire – et pour tout dire, très peu démocratique – des ordonnances. Il y a eu aussi le budget, prévoyant une austérité à perte de vue. Il y a eu le quasi-démantèlement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), au profit des plus grandes fortunes. Au profit des mêmes ultra-riches, il y a encore le démantèlement de la fiscalité du capital, avec l'instauration d'une scandaleuse "*flat tax*".

Et ce n'est pas tout ! Pour les fonctionnaires, c'est un déluge d'inquiétantes mesures qui a été annoncé, avec la restauration d'un jour de carence, le gel des salaires, une possible disjonction des trois fonctions publiques et une simple compensation de la hausse de la CSG, mais sans qu'elle soit assortie d'une hausse des salaires, comme le candidat Macron l'avait pourtant promis pendant la campagne présidentielle.

Pour les plus modestes ou les étudiants, même régime austéritaire. Malgré le tollé que cela a suscité, Emmanuel Macron est déterminé à mettre en œuvre la baisse drastique des *Aides personnalisées au logement (APL)* qu'il a annoncée.

Et puis, il y a encore la hausse de la *CSG*, qui va amputer le pouvoir d'achat des retraités, y compris certaines tranches de revenus parmi les plus modestes.

Et à tout cela il faut encore ajouter d'autres réformes. Celle de la *SNCF*, qu'Emmanuel Macron a lui-même annoncée. Il faut aussi prendre en compte les privatisations qui vont venir, dont certaines, comme celle de la Française des jeux, risquent d'être particulièrement sulfureuses.

Une seule doxa, dans la forteresse de Bercy, celle du néolibéralisme

Continuons encore ! Il y a eu, aussi, l'installation d'une commission pour réfléchir à la dérégulation du *Smic*, sous la houlette du réactionnaire Gilbert Cette, économiste à la Banque de France, qui est en croisade depuis de longues années contre les droits des salariés. Et, dans la foulée, le gouvernement a aussi annoncé qu'il entendait bloquer pendant deux ans sous le taux d'inflation le taux de rémunération du livret A, à un niveau qui est sans précédent depuis... 1816 ! En clair, même les chiffons rouges du débat public que sont depuis si longtemps l'*ISF*, le *Smic* ou le livret A, Emmanuel Macron les agite avec brutalité, alors que ces prédécesseurs n'osaient guère le faire, ou alors avec d'infinies précautions...

Et puis encore, il y a d'autres bombes sociales qu'Emmanuel Macron veut aussi amorcer. La réforme de l'assurance-chômage, par exemple, qui est maintenant dans les tuyaux et qui risque d'être particulièrement explosive, sans parler du fait qu'elle va mettre à bas le dernier régime paritaire du modèle social français. Il y a également dans les tuyaux une nouvelle réforme des retraites, tout aussi inquiétante.

Mais arrêtons là cet inventaire désespérant. Et réfléchissons un instant à ce que cette cadence infernale dit du promoteur de ces réformes.

D'abord, toutes ces réformes, si l'on peut s'autoriser cette expression, sentent Bercy à plein nez. Aucune originalité dans tout cela ! Au fil des ans, les hauts fonctionnaires du ministère des finances, emmenés par ceux de l'Inspection des finances et de la direction du Trésor, ont cessé d'être classés pour les uns à gauche, pour les autres à droite. Cette classification fut vraie durant de longues décennies. Jusqu'à la fin des années 1970, la direction de la prévision, pour ne citer qu'elle, abritait des figures connues des deux camps, et il était fréquent que cette direction envoie aux ministres successifs des notes contradictoires, de sorte que ledit ministre exerce son pouvoir d'arbitrage en ayant pris connaissance d'expertises diverses et même opposées.

Mais la vague libérale des années 1980 a radicalement bouleversé ces usages démocratiques. Et progressivement, l'Inspection des finances et la direction du Trésor, travaillant toutes les deux en connivence constante avec les milieux de la banque et de la finance, sont devenues des hauts lieux de la pensée unique néolibérale. Au fil des ans, des rapports néolibéraux, proposant un jour de dynamiser le code du travail, le lendemain de remettre en cause le régime paritaire de l'assurance-chômage, le surlendemain d'accélérer les privatisations pour en finir avec les derniers services publics, le sur-surlendemain de remettre radicalement en cause les fragiles protections des dernières professions réglementées – salauds de chauffeurs de taxi ! –, n'ont cessé de s'entasser dans les coffres de Bercy. Le rapport Attali de janvier 2008, dont Emmanuel Macron a été le rapporteur, n'est que le dernier avatar d'une longue série. Car l'Inspection des finances et la direction du Trésor ne

savent plus faire que cela : dénoncer avec acharnement tous les rouages de ce qui a longtemps constitué le modèle social français.

Du rapport de Denis Olivennes pour la *Fondation Saint-Simon* à celui d'Alain Minc pour le Plan (en réalité pour préparer le programme présidentiel d'Édouard Balladur en 1994), jusqu'aux divers rapports produits par Michel Camdessus dans les années 2000 et pour finir au rapport Attali-Macron, on découvre sur près de trois décennies cette constante obsession.

Le *Smic* aussi fait partie de ces tabous que beaucoup de hauts fonctionnaires de Bercy aimeraient renverser. Tout comme le livret A : la direction du Trésor mène depuis des lustres une guerre à ce sujet contre la *Caisse des dépôts*, qui collecte les fonds rassemblés sur les livrets A, au profit, notamment, du financement du logement social, et rêve d'une partition de la CDC pour que le fonds d'épargne lui soit rattaché – ce qui pourrait être le projet secret d'Emmanuel Macron.

Et c'est donc cette même obsession néolibérale qui transparaît dans la cascade de réformes voulues par le chef de l'État : on sent bien que celui-ci, sans réelle originalité, s'est borné à puiser dans ces innombrables rapports qui dorment depuis longtemps dans les coffres de Bercy. Et le fait qu'il procède ainsi est évidemment normal, puisqu'il est lui-même l'un des représentants les plus éminents de cette génération de hauts fonctionnaires et a pris son envol à l'Inspection des finances, avant de devenir banquier d'affaires. Le parcours parfait, celui dont rêvent nombre d'entre eux, et qui a fait d'Emmanuel Macron le meilleur des candidats de l'oligarchie.

► lire [Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie](#).

Il faut bien mesurer le séisme qui a ébranlé ces élites de Bercy. En d'autres temps, il arrivait fréquemment que des dirigeants politiques de gauche et de droite louent la très grande compétence mais aussi le sens de l'État de ces très hauts fonctionnaires qui un jour savaient conduire des nationalisations, puis le lendemain, en cas d'alternance, savaient mettre en œuvre les privatisations. Mais ce temps-là est depuis longtemps révolu. S'il reste quelques très rares exceptions – qui se désespèrent de ces évolutions –, la plupart des hauts fonctionnaires de Bercy répètent désormais comme des perroquets ce que les marchés financiers veulent entendre. Dans la forteresse, il n'y a qu'une seule *doxa*, celle du néolibéralisme.

Et par effet de contagion, cet aveuglement néolibéral s'est propagé à de nombreuses autres institutions de la République. Depuis une dizaine d'années, il suffit d'ouvrir – c'était moins vrai avant – un rapport de la Cour des comptes pour y découvrir que les magistrats financiers ne se bornent plus à contrôler le bon usage des fonds publics et à dénoncer les gaspillages ou les détournements qu'ils découvrent. Non ! Les rapports sont aussi truffés de commentaires ou de recommandations dont l'inspiration néolibérale est si marquée qu'avec le recul, une personnalité très marquée à droite comme Alain Madelin, disciple de Hayek et de Friedman, pourrait apparaître aujourd'hui comme un centriste mollasson.

De ces évolutions, Emmanuel Macron est donc le révélateur. Il est le prototype des hauts fonctionnaires de Bercy de sa génération, qui vivent en consanguinité avec le monde de la finance et qui baignent depuis si longtemps dans cette *doxa* libérale, dont Bercy est devenu l'un des temples. Ici est la source d'inspiration, sans nuances, de ses réformes.

Mais dans la précipitation d'Emmanuel Macron à conduire toutes ces réformes en même temps, il y a aussi autre chose qui transparaît, et qui mérite encore plus notre attention. C'est qu'il règne au sein de la citadelle de Bercy une forme d'arrogance ou d'esprit de corps qui souvent agace – ou parfois révolte même – les hauts fonctionnaires des autres ministères. Car dans cette nouvelle génération de hauts fonctionnaires, beaucoup sont intimement persuadés qu'ils savent ce qui est bon pour le

pays, même si celui-ci ne le sait pas. Il y a une forme de dédain oligarchique pour le petit peuple qui ne comprend pas que le train de vie de la France est trop élevé, que la dépense publique et surtout la dépense sociale doivent impérativement être contenues... En somme, il y a un sentiment très répandu, même s'il n'est pas toujours assumé publiquement, dans ces hautes sphères de la fonction publique, que la démocratie est sans doute nécessaire, mais que c'est tout de même une formidable perte de temps.

La formidable mise en garde de Marc Bloch

Quiconque a approché ces hauts fonctionnaires de Bercy sait de quoi nous parlons. Dans le cas de la réforme des retraites, par exemple, le discours dominant est toujours le même depuis longtemps : mais pourquoi donc les politiques avancent-ils si lentement ? Alors que depuis le début des années 1990, et notamment depuis le célèbre "*Livre blanc*" de Rocard, on sait pertinemment le but qu'il conviendrait d'atteindre, pourquoi la droite comme la gauche n'ont-elles procédé que par petites retouches successives, un premier pas étant fait par Édouard Balladur, un autre par Alain Juppé, encore un autre par Jean-Pierre Raffarin ?

Ainsi est le discours dominant de Bercy : comme les marchés financiers, il privilégie le court terme. Et par-dessus tout, il déteste le débat public, la contradiction. Puisqu'il n'y a qu'une seule politique possible, il n'y a pas de place à la contradiction ou à l'interpellation. Tel est devenu Bercy, un temple du sectarisme, qui veut faire passer l'économie pour une science exacte, alors que ce n'est qu'une branche des sciences sociales et que sa richesse dépend d'abord du pluralisme de ses approches.

C'est donc peu dire qu'il existe dans les sphères élevées de la haute fonction publique – cette haute fonction publique qui, par des "*pantouflages*" plus nombreux et précoces, constitue de plus en plus l'encadrement de la banque et de la finance françaises – une forme d'exaspération radicale. Et de mépris à l'égard des politiques.

Et ce sont cette exaspération et ce mépris à l'égard des politiques qui sont la première clef d'explication du comportement d'Emmanuel Macron. C'est lui qui symbolise le mieux cette catégorie de hauts fonctionnaires qui, durant des longues années, ont accepté de conseiller les politiques, de gauche et de droite, d'influencer leurs choix – toujours dans le même sens – et qui se sont progressivement désespérés de voir que la gauche comme la droite les écoutaient mais avançaient trop lentement. Ce sont eux qui ont très lourdement contribué à l'uniformisation progressive des politiques économiques conduites par la gauche et par la droite, à l'origine d'une crise démocratique historique, qui a eu pour effet de porter au sommet de l'État l'un des membres de cette oligarchie de Bercy.

► lire [Derrière la recomposition politique, l'uniformisation économique.](#)

C'est en cela que le quinquennat qui commence a des allures de revanche. Ou de libération. D'un seul coup, le clan de ces hauts fonctionnaires voit avec ivresse l'un des siens accéder à la fonction suprême et en capacité d'appliquer tout ce qu'il préconise depuis si longtemps : cela confine à l'extase. D'où cette boulimie de réformes... On croirait assister à la révolte des fermiers généraux qui ont trop longtemps conseillé le roi et qui, voyant son incurie, ont choisi de le détrôner pour pousser l'un des leurs à sa place.

D'où aussi cette envie d'aller vite, le plus vite possible. Comme pour rattraper le temps perdu. Car c'est ce qu'il y a de plus spectaculaire dans l'action conduite par Emmanuel Macron : il n'y a pas de temps pour de véritables concertations – ou alors juste un simulacre, comme pour les ordonnances –, pas de temps pour que le Parlement délibère souverainement. C'est souvent ce qui

transpire du comportement condescendant de cette haute fonction publique ; et c'est aussi la marque de ce quinquennat qui commence : la démocratie, c'est un petit peu une perte de temps...

C'est d'ailleurs cette conception du pouvoir qui a constitué la principale surprise de ces premiers mois du quinquennat. On aurait en effet pu penser que libéral en économie, Emmanuel Macron le serait tout autant en politique. En somme, on aurait pu espérer qu'il sorte la France du présidentielisme qui anémie depuis si longtemps notre démocratie, qu'il redonne du lustre à tous les contre-pouvoirs, à commencer par le Parlement, qu'il ait des comportements respectueux à l'égard de la presse et de sa fonction démocratique.

Et pourtant, il a fait tout le contraire, usant avec délectation des pouvoirs exorbitants qu'offre au chef de l'État notre Constitution bien peu démocratique. C'est la marque de ce nouveau pouvoir : l'oligarchie de Bercy a pris les commandes dans un pays qui lui-même baigne depuis trop longtemps dans une culture bien peu démocratique – qualifions-la au choix de présidentieliste ou de néo-monarchique. Ainsi Emmanuel Macron peut-il conduire toutes ces réformes à la fois et au pas de charge ! C'est très précisément ce que François Mitterrand appelait en d'autres temps "*le coup d'État permanent*". Le résultat de cette stupéfiante rencontre entre l'oligarchie de Bercy et les institutions de la V^e République, nous l'avons donc depuis l'alternance sous les yeux : l'orgie libérale va de pair avec l'anorexie démocratique.

Tout cela était sans doute tristement prévisible. Car cette prise du pouvoir de la caste de Bercy est l'aboutissement d'une très longue histoire. Que ceux qui en doutent se replongent dans *L'Étrange Défaite* du grand républicain Marc Bloch (1886-1944). Tempêtant contre le gouvernement de *Front populaire*, et notamment contre son ministre de l'éducation nationale, Jean Zay (1904-1944), qui a la malencontreuse idée d'exhumer un très vieux projet, déjà caressé en 1848, celui de développer une filière unique de formation des hauts fonctionnaires en créant une École d'administration – projet qui finalement bute, à l'époque, sur l'hostilité du Sénat et n'aboutit qu'en 1945 –, il défend l'idée que la formation des élites de la République doit être impérativement confiée à l'université dans la diversité et le pluralisme de ses approches.

Contre la gauche, qui dès cette époque porte l'idée de créer cette fameuse *École nationale d'administration* (ENA), laquelle jouera ultérieurement, et singulièrement à partir des années 1980 et 1990, un rôle si détestable dans la propagation de la pensée unique néolibérale, l'historien explique en des termes remarquables les raisons de sa conviction :

"Quelle que soit la nature du gouvernement, le pays souffre si les instruments du pouvoir sont hostiles à l'esprit même des institutions publiques. À une monarchie, il faut un personnel monarchiste. Une démocratie tombe en faiblesse, pour le plus grand mal des intérêts communs, si ses hauts fonctionnaires, formés à la mépriser et, par nécessité de fortune, issus des classes mêmes dont elle a prétendu abolir l'empire, ne la servent qu'à contre-cœur."

Impressionnant constat d'une si brûlante actualité : que l'on songe, en effet, à ce qu'est l'histoire économique française à partir du milieu des années 1990 presque jusqu'à aujourd'hui ! C'est en grande partie l'histoire d'une élite de hauts fonctionnaires formés par la République pour défendre l'intérêt général et qui, surfant sur les grandes vagues des privatisations, quittent les uns après les autres le service de l'État pour prendre les commandes des plus grandes entreprises privées ou privatisées, et faire fortune. Et pour certains des hauts fonctionnaires qui restent aux postes de commande des grandes directions – celle du ministère des finances par exemple –, la règle qui progressivement prévaut est celle décrite par Marc Bloch : le mépris de la chose publique. En clair,

l'idéologie du privé, de l'intérêt particulier, s'est faufilée jusqu'au cœur de l'État. "Pour le plus grand mal des intérêts communs"...

C'est cette sombre histoire qui vient de connaître un formidable rebondissement avec l'élection d'Emmanuel Macron : par un concours de circonstances exceptionnel, la France a porté à sa tête un oligarque de Bercy.

Disons-le plus précisément : un chef d'État privé...

Lire aussi (tous articles par [Laurent Mauduit](#))

- Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie
- "Réformiste", "social-libéral": quand les mots ne veulent plus rien dire
- Hollande: cap sur le néolibéralisme
- Derrière la recomposition politique, l'uniformisation économique
- Livret A: un tour de bonneteau au profit des banques
- Française des jeux: vers la plus nauséabonde des privatisations
- Emmanuel Macron, la SNCF et l'impunité démocratique
- Les fonctionnaires dans le collimateur de Macron
- Un pouvoir néomonarchique au service d'un capitalisme tyrannique
- Les sulfureuses privatisations d'Emmanuel Macron
- Ordonnances: aux sources du coup d'Etat permanent